

Annonce de recrutement ref. jurcdd-240322

Fonction : CDD à mi-temps de juriste profil droit des étrangers au sein de la Mission Interface
Nb. postes : 1

Le groupement

30 ans de lutte sur le terrain contre l'exclusion

Le Samusocial de Paris est un acteur central de la lutte contre l'exclusion. Aller vers, accueillir, soigner et héberger les personnes et les familles en grande précarité sont au cœur de ses missions depuis trente ans. Organisé en Groupement d'Intérêt Public, il fédère les énergies d'équipes de professionnel.les et de partenaires publics et privés, autour de valeurs communes : l'égalité entre tous les individus, la solidarité collective pour venir en aide à toute personne en situation d'exclusion, la dignité pour toutes et tous.

L'environnement

La Mission Interface a été créée en 2017 afin de favoriser l'accès au logement ou aux structures médico-sociales des personnes de plus de 60 ans vivant à la rue ou hébergées dans les structures du secteur de l'Accueil, Hébergement, Insertion (AHI) suite au constat que les dispositifs d'hébergement de l'urgence sociale n'étaient pas adaptés à l'accueil d'une population vieillissante en perte d'autonomie et que les travailleurs sociaux du secteur AHI méconnaissent parfois les dispositifs dédiés aux personnes âgées.

La Mission Interface a ainsi participé à l'accompagnement de plus de 300 personnes identifiées par près de 30 acteurs différents (Maraudes, Espaces solidarité insertion, Centres d'hébergement, Lits halte soins de santé...). De plus, depuis décembre 2019, la Mission Interface a élargi ses missions afin d'intervenir, selon les mêmes modalités, auprès des personnes de 18 à 59 ans en situation de handicap.

Composée actuellement de 7 coordinateurs sociaux dont 2 coordinateurs dédiés au volet handicap et d'un responsable de service et rattaché à la direction des équipes mobiles, la Mission Interface souhaite augmenter sa capacité d'intervention et d'accompagnement du public en situation de handicap hébergé dans les structures de l'urgence sociale. Dans ce cadre, elle recrute un juriste à mi-temps spécialisé en droit des étrangers qui viendra seconder un autre juriste déjà en poste.

La mission

Sous l'autorité hiérarchique de la responsable juridique pour l'accès aux droits des étrangers, vous intégrerez pleinement la Mission interface ainsi que l'équipe juridique, et ce, dans le cadre d'une démarche d'« aller-vers ».

Le poste

Vous aurez en charge :

- L'évaluation juridique des ressortissants étrangers en situation irrégulière accompagnés par les coordinateurs sociaux de la Mission Interface ;
- L'élaboration de stratégies juridiques et la préparation des dossiers afin d'accompagner au mieux ces ressortissants étrangers vers une régularisation de leur situation administrative ;
- La participation aux réunions d'équipe de la Mission Interface ainsi que celles de l'équipe juridique spécialisée en droit des étrangers ;
- L'information et la formation pratique des équipes des dispositifs AHI et des coordinateurs sociaux de la Mission Interface afin de permettre leur montée en compétences dans le domaine du droit des étrangers.

L'expérience

Vous disposez d'une expérience de 2 ans dans le domaine du droit au séjour et de l'accès aux droits auprès d'un public en situation de précarité.

Les compétences

- Parfaite maîtrise du droit des étrangers et du contentieux administratif correspondant. Vous êtes également

capable, ponctuellement, de travailler dans d'autres matières (droit de la famille, droit des prestations sociales, etc.).

- Intérêt pour les thématiques afférentes aux droits des personnes en situation d'exclusion (droit de la famille, droit au logement, droit des prestations sociales, etc.)
- Esprit d'analyse et de synthèse
- Bon contact humain et volonté d'aller vers un public en situation d'isolement
- Aptitude à travailler en équipe et dans l'urgence
- Autonomie
- Maîtrise des outils informatiques
- Réactivité et sens de l'organisation

Le contrat

Nombre de poste : 1 poste à pourvoir

Date de prise de poste envisagée : Dès que possible

Type de contrat proposé :

CDD à mi-temps jusqu'au 31/12/2022

Statut du poste :

- Cadre au forfait (0,6 RTT par mois) ;
- Salaire : 1215 € bruts mensuels. Une reprise partielle de votre expérience sera étudiée,
- Avantages repas en nature,
- Mutuelle attractive,
- Prise en charge de votre titre de transport à hauteur de 50%.

Des déplacements sont à prévoir dans Paris et sa petite couronne.

Merci d'adresser votre CV et une lettre de motivation à l'attention de Madame Hélène CARRE, Responsable juridique pour l'accès au droit des étrangers, avant le 15 avril 2022.